



EDUCATION NATIONALE :

Non aux suppressions de postes !

Tous en grève le 12 novembre

avec le soutien de la FCPE

pour demander au gouvernement un autre budget

pour l'enseignement scolaire public

et une politique éducative à l'écoute des personnels

Le gouvernement a prévu la suppression de 4 500 d'emplois de fonctionnaires d'état : 40% de cette baisse est supportée par la seule Éducation nationale qui va perdre à la rentrée prochaine, 1800 postes ! C'est ça la priorité à l'Éducation ?

Conjuguées aux changements de pieds incessants de politique éducative, au mode de pilotage vertical et aux mises en cause des résultats de l'école, les suppressions de postes sont vécues comme une absence de reconnaissance et une remise en cause de la professionnalisation des personnels.

C'est ça l'École de la confiance ?

Le projet de loi de finances 2019 marque ainsi la fin de la priorité accordée à l'Éducation nationale en renouant avec la logique de suppressions de postes, une logique appelée à s'amplifier dans les années suivantes pour atteindre les 50 000 suppressions annoncées de fonctionnaires de l'État.

Dans le 1er degré

les créations de postes annoncées par redéploiement ne permettront même pas de financer la mesure phare du ministre, le dédoublement des CP et CE1 en éducation prioritaire, dans le contexte d'un sous-investissement chronique.

Dans le 2è degré

2650 suppressions de postes d'enseignants sont programmées alors que la démographie est en hausse !

La dégradation des conditions d'apprentissage pour les élèves et de travail des personnels vont toucher tous les collèges et toutes les voies, générales, technologiques et professionnelles des lycées !

Dans le secteur administratif

les 400 suppressions de postes de personnels après les 200 de l'an passé vont impacter l'administration du système, pour les élèves et leurs familles, comme pour la gestion des personnels.

RASSEMBLEMENTS

PAU : 10h30, DSDEN, place d'Espagne

BAYONNE : 10h30, bourse du travail, place Ste Ursule